

Communisme 2018 : alternative concrète pour supprimer la propriété lucrative.

De nouvelles cotisations et l'extension immédiate du salaire socialisé

Une période politique vient de se terminer dans notre pays : celle de l'illusion social-démocrate. La raison en est simple : le capitalisme mondialisé ne laisse plus d'espace à quelque aménagement ou régulation que ce soit. Il est lancé dans une course folle à une accumulation qui mène notre monde aux pires catastrophes. C'est ainsi que 82% de la valeur économique produite vont au 1% d'humains adeptes de la loi du plus fort qui dominent ce système de production et tentent d'en naturaliser l'idéologie.

Il en sort une nécessité : en finir avec le système capitaliste. Et deux conditions de réalisation :

- 1) Libérer le travail : -des propriétaires lucratifs,
 - de l'idéologie par laquelle ils la justifient,
 - du "droit" par lequel ils l'imposent.

2) Ouvrir à la dialectique d'un mouvement de masse, et donc à l'imagination de masse, des voies politiques et un horizon anthropologique égalitaire, pacifique et rationnellement humanisé : en finir avec les fausses fenêtres réformatrices des keynésiens et des alliances social-démocrates dont la seule fonction politique consiste à maintenir le cadre de l'exploitation capitaliste.

Le parti communiste sera-t-il en mesure de répondre à ces défis ? C'est tout l'enjeu de notre congrès.

Sortir d'un système devenu essentiellement prédateur et parasitaire, construire un autre monde deviennent une urgente nécessité. Ces exigences doivent être au cœur de notre stratégie, de nos propositions, de notre mode d'organisation et il ne faut compter actuellement sur aucune des variétés de keynésiens pour en tirer la seule conclusion logique : le capitalisme est structurellement incompatible avec l'avenir de l'humanité.

Nous devons nommer clairement ces exigences : lutte de classe, communisme démocratique, parti révolutionnaire du mouvement de masse.

Notre stratégie : lutte de classe explicite qui devient lutte de masse

Depuis soixante dix ans l'obsession des capitalistes c'est d'affaiblir puis de morceler à des fins de placement lucratifs « le modèle social français » et de transformer en capital toute cette production sociale qui lui échappe, celle des services publics et celle qui, selon elle, se dilapiderait sans profits marchands et hors de sa tutelle dans la santé, l'éducation, la recherche fondamentale, la culture etc... Outre ces profits privés dont les capitalistes sont frustrés, ce qui est peut-être encore plus insupportable à leur anthropophagie sociale c'est cette liberté de produire sans dépendance, cette liberté de disposer d'un droit social lié à des qualifications, de vivre en échappant aux entretiens d'embauche et au bon plaisir des maîtres de l'emploi . Or une observation marxiste de la création de la valeur en 2018 ne peut faire l'impasse sur la cascade de régressions sociales et morales qui se superpose au travail déshumanisé, au stress du productivisme dénué de sens, à la valorisation de l'employabilité au détriment du travail au sens marxiste. L'individualisme, le rejet de l'altérité, le selfie idéologique fabriqué par le managment, « la violence des rapports humains en milieu tempéré » tendent à créer un milieu hors sol propice aux dividendes mais destructif des rapports sociaux : or c'est sur ce milieu dégradé que nous devons poser la question communiste du salaire à vie et de la liberté de produire

Henri Guarinos, section Béziers-ouest

lectivement à la fois la valeur d'usage social partagé et les valeurs sociales individuelles et collectives des producteurs. Pour résumer l'argument ci-dessus l'une des deux classes est parvenue à détruire les repères de classe de l'autre et les contradictions du capitalisme actuel sont présentées par les 90% de médias capitalistes comme aussi fatales que les lois naturelles surtout en ce qui concerne toutes les variations sur la prétendue loi naturelle « du plus compétitif », ou de la guerre comme horizon « naturel » de l'humanité. Il n'y aura pas de projet de classe efficace sans une évaluation précise de cet obstacle idéologique et des dérivations réussies que la classe dominante provoque sous forme d'abstention, de recours au bouc émissaire, d'apologie de l'inégalité, d'inversion de la rationalité (le chômeur responsable de son chômage, la femme de son harcèlement...etc). Il ne suffit donc pas de proclamer la lutte des classes pour la voir advenir, surtout en 2018 et toute proposition politique révolutionnaire doit contenir obligatoirement l'énergie de son émergence. C'est pourquoi la prise en charge, progressivement élargie par la lutte, d'une première affectation de la cotisation socialisée, par exemple les jeunes de 18 à 29 ans, pourrait susciter l'énergie initiale puis la conscience de classe qui lui est dialectiquement liée. A une période de la vie où le sens et la valeur revêtent une importance particulière, voir son travail, son avenir social, sa confiance affective, sa qualification, son environnement... systématiquement détruits par la machine anthropophage du capitalisme peut, sur l'étincelle du salaire lié à la personne, se transformer en conscience de classe irrésistible. Surtout si cette effraction d'espoir est reprise par d'autres jeunes d'autres nations tout autant concernés par l'avenir qui se profile, avenir de terre brûlée, d'égoïsme desséché et de violence. Une caisse européenne de valeur socialisée qui consacrerait par le salaire des jeunes le droit à l'égalité réelle que la déclaration de 1789 dans son Article Un avait posé comme universel réaliserait du même bond la fin du capitalisme comme objectif et l'ouverture d'un projet d'humanisation rationnelle et pacifique de la planète.

Notre peuple, et notamment le monde du travail, ne fera pas l'économie d'un affrontement avec la machine qui consomme de l'humain social sous forme de travail et le transforme en capital . Cet affrontement porte un nom : la lutte de classe. La bourgeoisie la mène de la façon la plus déterminée et sans état d'âme par le retournement à son profit des concepts marxistes et cela depuis les années 70 sous le nom de « libéralisme ».*

*Nous voulons faire de la démocratie le but et le moyen de notre action. Mais ne nous méprenons pas : il ne peut y avoir de démocratie dans un système de classe puisque tout le système idéologique, y compris les institutions dites « démocratiques », est mis au service de la perpétuation d'une domination et jamais une classe dirigeante n'a abandonné le pouvoir sans combattre jusqu'au bout et par tous les moyens. Le moteur de notre stratégie doit donc être une lutte de classe exactement ciblée, qui ne soit ni « le grand soir » du XIX^e siècle ni un patchwork réformiste prêt à voter qui transige avec le circuit actuel de réalisation du capital ; **il faut proposer un horizon de créativité politique raisonnée et d'universalité, comme l'a été en son temps l'Article Un de la déclaration des droits de l'Homme. C'est sur cet horizon que s'inscrit la proposition de salaire universel, d'augmentation progressive de la cotisation socialisée liée à la délibération démocratique généralisée de son usage. Cette délibération rendue possible par la communication numérisée est susceptible de réduire l'Etat et cela jusqu'à l'extinction complète de l'actionariat et de la propriété lucrative.***

Qui rassembler et pourquoi ?

Face à la bourgeoisie, quel est le contour de la classe que nous voulons rassembler ? Elle se constituera de tous ceux à qui on propose aujourd'hui d'être dépossédés de leur travail en échange de leur existence sociale: à savoir le salariat productif de valeur d'usage (donc à l'exclusion des PDG actionnaires, traders, avocats d'affaire stipendiés, publicistes...etc.) mais aussi les créateurs de valeur scientifique, culturelle, sociale ainsi que les innovateurs indépendants ou ceux de l'agriculture raisonnée dont le travail créatif est actuellement entravé parce que soumis au capital mondialisé.
Henri Guarinos, section Béziers-ouest

Qu'entendons-nous par « intérêts de classe » ? Essentiellement, l'exigence démocratique et la maîtrise - contrôle et définition des finalités - par les salariés et les autres producteurs de valeur de leurs outils et de leurs activités de production.

Il n'est plus acceptable qu'une caste décide de tout : « Après moi le déluge » ne peut plus rester le seul programme du seul profit dans la défense d'une propriété lucrative (privée) -au demeurant acquise sur le dos des travailleurs- et qui veut surtout donner à penser à l'humanité qu'elle ne pourra jamais sortir vraiment de la loi du plus fort ou d'une prétendue « nature » hominidée. De ce point de vue les noms propres Trump/Macron OU Croizat/Thorez/Paul ne désignent pas seulement des options politiques contradictoires mais aussi une alternative binaire anthropologique.

Le communisme ici et maintenant

C'est au cœur du système capitaliste qu'il faut s'attaquer : la propriété des moyens de production doit s'approprier, dans le même mouvement, le sens du travail et l'utilisation pour l'intérêt général qui est faite de ce travail. La caisse de valeur ajoutée socialisée est l'outil de ce changement de civilisation.

On peut pour cela s'appuyer sur « la part de communisme » qui constitue le socle du modèle social français : la sécurité sociale, le statut de la fonction publique adossé à la qualification de la personne, les entreprises et services publics tels qu'ils avaient été conçus et mis en application à la Libération par les ministres communistes et les militants du PCF et de la CGT et tels qu'ils avaient par exemple en quelques années été capables, dans une France dévastée par la guerre et dévalisée par les occupants, d'édifier sans aucun capital privé le meilleur réseau mondial d'hôpitaux publics et de recherche sur la santé.

Ainsi face aux attaques contre le code du travail, les statuts, la cotisation sociale et les régimes sociaux, nous perdrons si nous restons sur la défensive. La bonne réponse offensive c'est celle d'un statut unique du travailleur assis sur la continuité à vie d'un salaire lié à sa personne et à sa qualification. C'est aussi celle de la maîtrise de la valeur produite et de sa socialisation dans des caisses gérées par les producteurs et dont l'affectation -salaires, subventions, recherches...- sera établie démocratiquement.

De la même façon offensive mais cette fois pour contrer la liquidation de nos capacités productives, il n'est pas d'autre solution que la réappropriation/gestion collective de nos moyens de production et leur propriété d'usage par les travailleurs.

Notre peuple n'en finira pas, non plus, avec le cancer financier par la demande de moralisation du système. Il faut en terminer avec la Bourse, les actionnaires et les banques privées par la maîtrise publique de la valeur et de l'avenir de la société. Cet objectif doit être connu et soutenu hors des frontières : la jeunesse du monde attend très vraisemblablement que la France reprenne le flambeau de l'universalité et suscite un mouvement de masse embryon d'une mondialisation pacifique et raisonnée. Dans un premier temps, les caisses de salaire socialisé versant un salaire par décision politique à tous les jeunes européens sans discrimination ni condition, obtiendraient certainement un écho mondial quand la bulle des prêts bancaires pour études menace d'exploser et que la formation scientifique et laïque est un enjeu planétaire.

Henri Guarinos, section Béziers-ouest

Oui, nous sommes convaincus que la seule alternative heureuse au capitalisme c'est le communisme. Un communisme en acte pour aujourd'hui. Un communisme assumé pleinement, non pas ramené au « commun ». Nos propositions doivent ainsi donner envie d'imaginer ce que nous appelons « communisme ».

Un vrai parti communiste

Reste la question du parti communiste. Nous ne voulons pas d'un « nouveau parti communiste » mais d'un vrai parti communiste. Nous assumons pleinement notre histoire, avec ses pages glorieuses et toutes les autres auxquelles un vrai travail d'Histoire devra redonner un sens critique tourné vers l'avenir au lieu de l'instrumentalisation idéologique qui les dévoient aujourd'hui. Nous voulons être à nouveau un parti révolutionnaire* c'est à dire porteur des propositions chargées de l'énergie potentielle d'un mouvement d'une masse suffisante seul à même de subvertir la haine de classe inhérente au capitalisme. Il n'est pas possible d'être un parti de gouvernement en mode de production capitaliste. *Certes nous ne renonçons pas à avoir des élus, ni à signer des accords électoraux mais ces alliances ponctuelles ne peuvent en aucun cas constituer le cœur de notre stratégie : on doit oeuvrer et aider au rassemblement du monde du travail, sur ses intérêts de classe, mais seulement si c'est, sans attendre et concrètement, en direction d'un changement de société, vers une société communiste. Ce serait par exemple le cas dès 2018 d'un programme qui comporterait l'augmentation des actuelles cotisations sociales en rapport avec la nécessité de soigner tout le monde, de construire un système public du troisième âge, de se réapproprier la recherche et la production des matériels médicaux et des médicaments. Ce serait le cas aussi si étaient proposées de nouvelles caisses socialisées de valeur ajoutée par le travail et destinées au salaire de tous les jeunes dès 18 ans. Ce pourrait être le cas encore pour des investissements publics assurés par des entreprises publiques, sans emprunts. Il serait étonnant que les personnels et les jeunes concernés par la mise en place du travail qui crée et l'usage de ces nouvelles caisses de valeur socialisée ne les préfèrent pas à l'emploi déshumanisé qui sert aujourd'hui à produire les dividendes. Le mouvement de masse anticapitaliste se constituera du rassemblement de ceux qui refuseront cet emploi-ci pour imposer ce travail-là. Et le plus tôt sera le mieux.*

Quant à notre organisation la forme qu'elle prendra ne pourra être déconnectée du fond politique mis en œuvre et approuvé par les militants.

Pour faire percevoir l'alternative entre l'impasse capitaliste et l'issue communiste, nous avons besoin d'une organisation au plus près des lieux de production, de travail et de vie. La cellule et les sections restent les bons outils pour l'expression, l'activité et les prises de décision des communistes. Les techniques actuelles de communication numérisée pour les débats et les gestions démocratiques peuvent se révéler très efficaces comme outils politiques de la démocratie directe mais restent ambivalentes selon qu'elles sont inscrites dans un mode de production ou un autre. Or, le mode de production de toute la société post capitaliste reste à concevoir et c'est en effet le sujet incontournable du congrès 2018 du PCF.

*Le libéralisme est une théorie ad hoc construite par la bourgeoisie pour contrecarrer le rationalisme marxiste et situer l'origine de la valeur ailleurs que dans l'action du producteur. Le circuit du marché a pour fonction d'objectiver l'apparition de la valeur au niveau de la marchandise (offre, demande, Henri Guarinos, section Béziers-ouest

concurrence...) et non au niveau du travail de production dont les agents sont eux aussi niés puis intégrés dans un marché, le « marché du travail ». L'économisme dénoncé par Marx procède donc initialement d'une dénégation de l'économie politique, d'une dénégation du cadre humanisé et socialisé de la création - dans la lutte des classes- de toutes les valeurs.

*Le terme de « révolutionnaire » ne peut plus se réduire à un effet de discours automatique mais doit être explicite en ce qui concerne :

1) la question de la propriété collective.

2) la question de la dialectique d'appropriation qui détermine dès la constitution du mouvement de classe la nature démocratique de cette propriété à savoir : de production deS valeurS ou bien de participation auX valeurS. (-participer= avoir en second, aussi bien avec Chaban Delmas qu'avec les keynésiens ou pour le « socialisme réel »-)

3) l'(es) unité(s) de valeur(s) proposée(s) et celle(s) refusée(s) à la production économique et sociale dans les conseils de production égalitaires et rationalistes. (Par exemple la qualification comme quantum de valeur salariale)

4) les structures de propositions planifiées et de contrôle qui vont devoir se substituer à la classe renversée.